

Brochure n° 3326

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2494. – COOPÉRATION MARITIME**

**AVENANT N° 6 DU 9 FÉVRIER 2011**  
**PORTANT MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION**

NOR : ASET1150620M  
IDCC : 2494

**Article 1<sup>er</sup>**

Le champ d'application défini par l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale de la coopération maritime est modifié comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>

*Champ d'application*

La présente convention collective, conclue conformément aux dispositions de l'article L. 2261-19 du code du travail, règle pour l'ensemble du territoire national métropolitain ainsi que pour les départements d'outre-mer sous réserve des dispositions d'ordre public qui y sont appliquées, les rapports entre les salariés et les employeurs relevant des activités suivantes :

- les coopératives maritimes régies par la loi du 20 juillet 1983 et exerçant une activité d'avitaillement, d'armement, de gestion, de mareyage, de cultures marines, de conserverie, de mécanique et plus généralement aux coopératives exerçant une activité dans le domaine maritime ;
- les organisations de production de pêche et cultures marines ;
- les sociétés, quelle que soit leur forme juridique dont le capital est détenu directement ou indirectement, majoritairement par une ou plusieurs coopératives maritimes, et exerçant une activité dans l'un des domaines susvisés ;
- les structures juridiques suivantes et leurs filiales dont l'activité est principalement liée à celle des coopératives maritimes et de leurs sociétaires :
  - les associations régionales de développement économique des coopératives maritimes (ARDECOM) ;
  - la coopération maritime et ses filiales ;
  - le centre de gestion de la pêche artisanale (CGPA) ;
  - l'association pour l'investissement et le développement de la pêche artisanale (ASSIDEPA) ;
  - CECOMER et ses filiales ;
  - les organismes de gestion et de comptabilité affiliés à la coopération maritime.

Elle s'applique à l'ensemble des salariés non navigants, cadres et non cadres. »

**Article 2**

Il est ajouté un 2<sup>e</sup> alinéa à l'article 35 :

« Les structures nouvellement créées rentrant dans le champ d'application de la présente convention sont invitées à se rapprocher de l'association de prévoyance maritime APMAR 2000 pour la mise en place des régimes de retraite complémentaire cadre et non cadre. »

**Article 3**

L'alinéa 2 de l'article 36 de la convention collective est modifié comme suit :

« Les structures relevant du champ d'application de la présente convention appliquent majoritairement le régime géré par l'union de coopératives maritimes Le Littoral. »

L'alinéa 3 est modifié comme suit :

« Les structures qui entreront dans le champ d'application de la présente convention et qui n'auraient pas souscrit un tel régime sont invitées à se rapprocher de l'union de coopératives maritimes Le Littoral pour la mise en place de ces garanties. »

#### **Article 4**

Le présent accord prendra effet dès sa signature.

#### **Article 5**

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent avenant.

#### **Article 6**

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente conformément aux dispositions légales.

Fait à Paris, le 9 février 2011.

(Suivent les signatures.)

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Fédération nationale syndicale de la coopération et du crédit maritimes.

#### **Syndicats de salariés :**

FNSM CGT ;

CFTC.